



MINISTÈRE DES MINES

Le Ministre

**ARRETE MINISTERIEL N° 002.8.7./CAB.MIN/MINES/01/2025
DU 11 MAI 2026 PORTANT APPROBATION DE LA CESSIION TOTALE
DU PERMIS DE RECHERCHES N° 16191 DE LA SOCIETE MACROLINK JIAYUAN
MINING SARL**

LE MINISTRE,

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en ses articles 93, 202 point 36 lettre f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018 portant Code Minier, spécialement en ses articles 10, 185bis ;

Vu l'Ordonnance n° 25/293 du 15 décembre 2025 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1^{er} lettre A et B, point 28 ;

Vu l'Ordonnance n° 24/88 du 11 octobre 2024 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 25/247 du 07 août 2025 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018, spécialement en son article 374 à 380 bis ;

Considérant la demande n° 689 pour la demande d'Approbation de la cession totale du **Permis de Recherches n° 16191**, introduite en date du **07/01/2026** et les pièces requises y jointes, sur base du contrat de cession totale des droits miniers signé en date du **10/12/2025** entre les Sociétés **MACROLINK JIAYUAN MINING SARL** et **DOWSTONE COPPER MINING SASU**.

Sur avis favorables du Cadastre Minier, de la Direction des Mines ainsi que l'avis de non-lieu de l'audit in situ de la Direction chargée de la Protection de l'Environnement Minier ;

Cu



A R R E T E :

Article 1^{er}:

Est approuvée, la cession totale du **Permis de Recherches n° 16191**, au bénéfice de la **Société DOWSTONE COPPER MINING SASU**, ayant son siège social sis n°1135, Avenue Chemin Public, Lubudi/Lualaba, dont la validité court jusqu'au **01/07/2030**.

Article 2:

Le **Permis de Recherches n° 16191** confère à la **Société DOWSTONE COPPER MINING SASU**, le droit exclusif d'effectuer, à l'intérieur du périmètre défini à l'article 3, les travaux de prospection, et de Recherches des substances minérales repris sur le Certificat de Recherches n° CAMI/CR/9663/2025 du 30/07/2025.

Ce droit exclusif consiste en l'exécution des travaux de surface ou en profondeur nécessaires pour établir l'existence des indices des substances minérales susvisées, aboutir éventuellement à la découverte d'un ou des gisements économiquement exploitables et évaluer les possibilités techniques et commerciales de leur exploitation.

Article 3:

Le **Permis de Recherches n° 16191**, ainsi cédé couvre un périmètre composé de **14 carrés entiers** contigus et uniformes situés dans le Territoire de **Lubudi**, Province du **Lualaba**.

Les coordonnées géographiques des sommets dudit périmètre, suivant le datum WGS84, sont :

Sommets	Longitude			Latitude		
	Deg	Min	Sec	Deg	Min	Sec
1	26	10	30,00	-10	44	0,00
2	26	10	30,00	-10	42	0,00
3	26	12	30,00	-10	42	0,00
4	26	12	30,00	-10	43	30,00
5	26	11	30,00	-10	43	30,00
6	26	11	30,00	-10	44	0,00

Carte de Retombes : **S11/26**

Article 4:

La **Société DOWSTONE COPPER MINING SASU** est notamment tenue de :

1. S'acquitter, en vertu des articles 47, alinéa 2, 196 alinéa 1^{er} littera b et 198 du Code Minier ainsi que des articles 108, 385 littera b et 395 du Règlement Minier :
 - pour la première année, des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis dans le délai de trente jours à compter de la date d'octroi du Permis de Recherches n° **16191** ;
 - pour chaque année entière suivante, des droits superficiaires annuels par carré au plus tard le 31 mars de l'année concernée.
 - pour la dernière année de la période de validité du Permis de Recherches n° **16191**, des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis au plus tard le 31 mars de cette année ;

2. Commencer, en vertu des dispositions des articles 196 alinéa 1^{er} lettre a et 197 du Code Minier ainsi que des articles 385 et 386 à 389 du Règlement Minier, les travaux de Recherches dans un délai d'un an à compter de la délivrance de son Certificat de Recherches constatant son droit ;
3. Préparer et disposer un Plan d'Atténuation et de Réhabilitation et d'en obtenir l'approbation par la Direction Chargée de la Protection de l'Environnement Minier avant de commencer les travaux de Recherches conformément aux dispositions de l'article 50 bis alinéa 2 du Code Minier et des articles 110, 404 et aux annexes VI et VII du Règlement Minier ;
4. Respecter les engagements pris dans le Plan d'Atténuation et de Réhabilitation durant les travaux de recherche et faire rapport annuellement à la Direction chargée de la Protection de l'Environnement Minier conformément à l'Article 445 du règlement Minier ;
5. Déposer à la Direction de Géologie, les échantillons prélevés au cours des travaux de recherches ainsi qu'une copie de sa carte de recherches en vertu de l'article 50 alinéa 4 du Code Minier ;
6. Archiver et entreposer un échantillon prélevé dans le périmètre couvert par le Permis de Recherches n° 16191 en vertu de l'article 486 du Règlement Minier ;
7. Permettre, aux agents et inspecteurs en mission d'inspection, le libre accès aux installations techniques et administratives, aux registres et documents, et aux travaux de prospection et de recherche conformément à l'article 505 de règlement Minier ;
8. Tenir les journaux et les registres visés à l'article 497 alinéa 1^{er} du Règlement Minier et vérifiables par les agents de la Direction des Mines pendant l'inspection ;
9. Se présenter aux autorités locales du ressort et leur remettre contre récépissé, avant de commencer les activités, une copie du certificat de recherches.

Article 5 :

Sans préjudice des dispositions de l'article 30 du Code Minier, il est interdit aux tiers d'entreprendre les travaux de prospection, de recherches et/ou exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par le **Permis de Recherches n° 16191**.

Article 6 :

Le présent Arrêté portant approbation de la cession totale du **Permis de Recherches n° 16191** donne lieu à la modification de son certificat en y inscrivant ladite cession.

Article 7 :

Le Secrétaire Général aux Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

AMPLIATIONS :

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Inspection Générale des Mines : 1
- Cadastre Minier : 1
- CTCPM : 1
- Direction des Mines : 1
- Direction de Géologie : 1
- Direction chargée de la Protec. de l'Environ. : 1
- Div. Prov. /des Mines & Géologie du ressort : 1
- MACROLINK JIAYUAN MINING SARL : 1
- DOWSTONE COPPER MINING SASU : 1

Fait à Kinshasa, le **11 MAI 2026**

Louis KABAMBA WATUM